

Le vertueux Bénin s'illustre sur les marchés internationaux

Anne Cheyvalle

Cotonou a réussi une première émission en dollars, reflet de sa crédibilité financière et de sa dynamique de croissance.

« **C'**est un succès historique », s'est félicité Romuald Wadagni, le ministre des Finances du Bénin à l'issue d'un marathon de cinq jours de road show à Londres et New York. Le petit pays d'Afrique de l'Ouest vient de réussir sa première émission en dollars sur les marchés obligataires. Signe de sa crédibilité financière et de solides fondamentaux économiques assis sur une croissance dynamique que le FMI (Fonds monétaire international) voit à 6 % en moyenne sur les cinq prochaines années. Cotonou, qui visait 500 millions de dollars, a reçu un pic de demande de 5 milliards et vendu finalement 750 millions de dollars sur une échéance de quatorze ans, au taux moyen de 7,96 %. Un taux « très satisfaisant », souligne le ministre, qui place le Bénin en troisième position sur les niveaux de taux souverains africains, derrière le Maroc et l'Afrique du Sud.

Depuis la crise du Covid et la succession de chocs externes, la guerre en Ukraine, la flambée d'inflation et le durcissement monétaire des banques centrales, les pays africains n'avaient plus accès aux marchés de la dette en raison des coûts prohibitifs. La donne com-



mence à changer, dans la perspective des baisses de taux de la Réserve fédérale américaine prévues cette année. Cette émission, après celle réussie en janvier de la Côte d'Ivoire sur un montant de 2,6 milliards de dollars, témoigne d'un regain d'appétit au risque des investisseurs internationaux. « Les taux d'em-

prunt restent élevés mais tendent à s'améliorer pour les bonnes signatures, comme la Côte d'Ivoire et le Bénin, qui retrouvent un accès aux marchés », commente Thomas Melonio, directeur de la recherche économique à l'Agence française de développement (AFD). « Qui aurait pu penser que le Bénin serait en mesure d'émettre sa première obligation en dollars à un rendement égal, voire inférieur à celui d'une obligation équivalente de la Côte d'Ivoire », surenchérit Simon Quijano-Evans, chef économiste de Gemcorp Capital management, cité par Bloomberg. D'autant, complète l'analyste, que la Côte d'Ivoire est mieux jugée par les agences de notation.

Puissance agricole

Pour le ministre béninois de l'Économie, c'est le fruit des réformes engagées depuis huit ans sous la présidence de l'homme d'affaires Patrice Talon qui a fait fortune dans l'agrobusiness. « Nous avons engagé de profondes transformations économiques du pays, de création de valeur des chaînes de production, précise le ministre. Signe positif concret, ajoute-t-il, pour la première fois, l'an dernier, nous avons commencé à exporter des produits textiles aux États-Unis. Nous vi-

sons les grandes marques internationales. » Le Bénin fait partie de l'accord préférentiel Agoa, mis en place en 2000, qui donne accès au marché américain sans droit de douane.

Le pays, qui est depuis l'an dernier le premier producteur de coton d'Afrique, a créé plusieurs zones industrielles, l'objectif étant de ne plus exporter de matière première brute sans transformation. Une stratégie que le gouvernement entend appliquer à plusieurs filières agricoles. Après avoir mis l'accent sur la diversification, l'augmentation des rendements - via l'investissement productif et la mécanisation - dans le soja, le maïs, le riz ou le manioc, l'objectif est de développer des capacités industrielles. La production de riz est ainsi passée de 100 000 tonnes à près de 600 000. L'implantation de deux usines a permis de réduire les importations : le pays vise l'autosuffisance dès l'an prochain.

Après s'être concentré sur la transformation de la noix de cajou et du soja, le prochain produit ciblé est le karité, aujourd'hui exporté à l'état brut. Pour accompagner ces mutations, il fallait répondre à deux défis de taille : améliorer l'accès à l'énergie et répondre aux besoins très importants de main-d'œuvre.

« Nous avons mené une réforme d'ampleur de la formation professionnelle et le Bénin fournit 70 % de ses besoins en énergie alors qu'il importait 100 % en 2016 », affirme le ministre. Deux centrales solaires, financées en partie par l'AFD, ont permis d'augmenter les capacités. Une centrale à gaz est aussi sur les rails pour monter en puissance.

Pour accélérer son développement, le Bénin mise aussi sur le pilier touristique, en capitalisant sur son patrimoine culturel autour de la tradition vaudou et sa biodiversité, entre les parcs naturels et le littoral. Un accord de gestion a été signé, il y a trois ans, avec le Club Méditerranée pour l'ouverture d'un village. Aucune date n'est encore arrêtée, autour de 2025 ou 2026. Sofitel a ouvert un premier hôtel 5 étoiles en 2022.

Pour son financement, le Bénin s'appuie sur les bailleurs internationaux, dont un nouveau programme de soutien du FMI depuis deux ans et demi. Le ministre met en avant une « relation exceptionnelle et de confiance ». « Le FMI nous a octroyé un financement équivalent à 400 % de notre quota alors que la moyenne est de 125 % et on a aussi eu accès au fond de résilience qui accorde des prêts sur le long terme », illustre-t-il. ■